

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article10284>

Sacrifier la vie privée pour lutter contre le terrorisme ?

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mercredi 25 mars 2009

Spyworld Actu

Selon l'ancien patron de la sécurité britannique, la lutte préventive contre le terrorisme risque de s'étendre à toute la vie privée des citoyens.

"Percer les secrets d'autrui impliquera de bafouer les règles de la morale quotidienne", prévient David Omand dans une étude faite pour l'Institut de recherche en politique publique.

"Les techniques modernes d'exploitation et de traitement de données impliquent en effet l'interrogatoire d'innocents comme de suspects pour identifier les réseaux d'intérêt en vue de l'approfondissement d'une enquête", juge celui qui fut pour le gouvernement britannique coordinateur pour la sécurité et le renseignement entre 2002 et 2005.

"Si l'on a l'avantage de disposer de renseignements à titre préventif, on peut alors avoir recours à la rapière plutôt qu'à la matraque", résume David Omand dans un entretien à Reuters.

Les autorités judiciaires et policières peuvent avoir déjà accès aux dossiers personnels lors d'une enquête criminelle. La nouveauté réside dans la proposition, faite par des experts comme David Omand, d'examiner des données uniquement pour identifier des pistes en vue d'enquêtes ultérieures.

Pour certains analystes, le rapport fait par David Omand est révélateur du type de réformes voulues par les services de renseignement, de police ou de justice dans les années qui viennent.

Ce genre de pratiques pourrait faire des émules à l'étranger, où la Grande-Bretagne est considérée comme pionnière dans les méthodes de lutte contre le terrorisme, et notamment dans la surveillance des citoyens.

UNE SOCIÉTÉ SOUS SURVEILLANCE ?

Selon David Omand, la rue ne constitue plus le champ d'action privilégié des espions, truffée qu'elle est en Grande-Bretagne de quelque 4,2 millions de caméras vidéo.

Le danger réside désormais, d'après lui, dans les systèmes informatiques collecteurs de données personnelles, qui sont devenus des éléments essentiels de la vie en société, comme les réservations de billets d'avion, les informations concernant les finances, le téléphone, le statut fiscal ou la santé.

"Je ne suis pas d'accord avec ceux qui dénoncent une 'société sous surveillance', car pour moi ces méthodes sont nécessaires dans la lutte contre le terrorisme, à condition qu'elle soient bien encadrées réglementairement", dit-il.

"Et je pense, compte tenu de la menace que continue de représenter le terrorisme, avoir l'opinion publique britannique avec moi", affirme David Omand, qui dirigea l'agence gouvernementale chargée d'intercepter les communications électroniques.

La Grande-Bretagne est de plus en plus en réseau et de plus en plus dépendante de l'informatique. L'Etat a donc un besoin pressant de disposer d'un tel pouvoir, estime-t-il.

Sacrifier la vie privée pour lutter contre le terrorisme ?

David Omand juge préférable de sacrifier une partie de la vie privée du citoyen plutôt que de rendre l'appareil législatif encore plus répressif pour condamner davantage.

"C'est un choix difficile", concède-t-il, "mais cela vaut mieux que de prendre ses aises avec la loi ou de déroger aux principes fondamentaux des droits de l'homme.

Il suggère que toute surveillance soit soumise à autorisation préalable, avec ensuite un contrôle strict des résultats afin de préserver "la confiance du public dans le caractère essentiellement raisonnable" des opérations de sécurité.

Il appartiendrait au parlement de fixer ces limites, mais de nombreuses analystes craignent que les élus n'accordent de larges pouvoirs aux forces de sécurité.

Les Britanniques, qui n'ont dans leur histoire récente aucune expérience d'une invasion ou d'une occupation, sont en général prêts à accorder leur confiance à l'Etat.

Le rapport Omand a suscité un certain nombre de critiques, dont celle de Ken MacDonald, ancien procureur.

"Abolir la différence entre les suspects et ceux qui ne sont soupçonnés de rien place entièrement ceux-ci dans la même catégorie que ceux-là aux yeux de l'Etat. Et cela porte sans contestation possible la marque de l'autoritarisme".

Version française Pascal Liétout

Post-scriptum :

<http://fr.news.yahoo.com/4/20090325...>